

NI HÉROS NI SALAUDS ... NI PERDREAUX ... !

Il y a un an le gouvernement utilisait honteusement l'image des soignant-es, glorifiant les héroïne-s pour nous transformer en guerri-ers-ères sans armure et galvaniser les foules derrière nous.

Après les mensonges sur les stocks et l'utilité des masques ;

Après la distribution de masques (type KN95) non conformes hors temps de crise ;

Après les promesses non tenues sur la reconnaissance de la COVID comme maladie professionnelle ;

Après un Ségur de la Santé qui va fournir de nouveaux outils de flexibilisation, de maltraitance managériale et faire basculer la Fonction Publique Hospitalière vers le secteur privé contre des miettes salariales à certains-es ;

Après le désastre de l'organisation du dépistage et le manque d'anticipation du gouvernement devant la vague mortelle annoncée et attendue du variant anglais, gouvernement qui préfère la politique de l'autruche pour sauvegarder les profits des entreprises, au prix de centaines de morts....

Voilà que les héroïne-s d'hier seraient responsables des contaminations d'aujourd'hui et mettraient en danger leurs patient-es lorsqu'ils et elles hésitent à se faire vacciner, masquant d'ailleurs le fait que les hospitalier-es connaissent, faute de stock dans de nombreux territoires, les mêmes difficultés que le reste de la population pour accéder à un rendez-vous!

Pire, ils et elles sont aujourd'hui traité-es d'irresponsables quasi criminel-les qui retarderaient un "retour à la normale" pour toute la population !

Alors, puisqu'on en est à parler de responsabilités, parlons des vrais responsables ...

Parlons des gouvernements successifs qui ont mis en place les coupes budgétaires et l'industrialisation dans les hôpitaux, plombé les dépenses de la Sécurité Sociale, fermé des milliers de lits, supprimé des milliers de postes malgré les alertes répétées des collectifs soignants et de la Fédération SUD Santé Sociaux !

Parlons des mensonges sur l'utilité et le stock des masques !

Parlons des soignant-es cas contact contraint-es de travailler au risque de contaminer collègues et patient-es, parlons des soignant-es positifs-ives au COVID obligé-es, jusqu'à il y a peu de temps, de travailler en service, au contact d'une population à risque ...

Parlons de tous ces moyens qui nous manquent encore à ce jour pour assurer des prises en charge en sécurité : tenues de travail propres, vestiaires adaptés, circuits spécifiques COVID, surblouses, masques adaptés en nombre et en qualité sans oublier les lits et le personnel qui vont avec !

Et puis parlons des vaccins, censés être les seuls remparts contre l'aggravation de l'épidémie au niveau mondial, mais dont les brevets, les secrets de fabrication et la production restent aux mains de laboratoires privés qui organisent la pénurie pour faire monter les prix, vident les caisses de la sécurité sociale, dans une opacité totale, et retardent les possibilités de vaccination de la population, favorisant ainsi l'émergence de nouveaux variants. Comment s'étonner de la légitime méfiance de la population face aux profiteurs de l'épidémie lorsque ce sont les intérêts privés qui sont la seule préoccupation de nos gouvernants !

Dans le même temps, les lanceur-ses d'alerte, les représentant-es syndicaux-ales qui osent dénoncer l'incurie, le cynisme et les mensonges sont systématiquement poursuivi-es.



Les responsables de cette mise en danger quotidienne que nous subissons depuis des années, et plus encore depuis un an, ne portent ni blouse ni sabots !

Ni héroïnes ni criminel-les, les hospitalier-es ne seront pas les perdreaux de l'année, que gouvernements, ARS et directions peuvent infantiliser à souhait au gré de leurs besoins de com' ...

Le dernier exemple, sur la vaccination des personnels hospitaliers à l'AstraZeneca est particulièrement criant. Il y a quelques semaines, les soignant-es qui hésitaient à se faire vacciner étaient des criminel-les en devenir, tandis que celles et ceux qui, ayant reçu une première injection, se plaignaient de fortes réactions inflammatoires, étaient au mieux des chipoteu-r-ses, au pire des fainéant-es en demandant des autorisations spéciales d'absence dans les 48h suivant l'injection.

Les retournements de situation se succèdent à un rythme effréné : suspension totale du vaccin AstraZeneca, déclaration gouvernementale d'innocuité (selon l'âge ...) et d'efficacité, restrictions d'âge, pertinence ou pas de la deuxième dose...L'hésitation voire la méfiance semblent être des réactions plutôt saines face à ces rebondissements cacophoniques !

La Fédération SUD Santé Sociaux s'insurge contre l'instrumentalisation systématique des personnels de santé !

La Fédération SUD Santé Sociaux exige la levée des brevets sur les vaccins et les traitements du Covid, et leurs mises à disposition en tant que bien commun.

L'industrie pharmaceutique et biomédicale doit être sortie de la logique marchande, l'intérêt de la population doit être sanctuarisé et ne pas passer après les profits des entreprises !

Le 7 AVRIL, journée européenne de lutte contre la commercialisation de la Santé, faisons leur savoir que Notre Santé n'est pas à vendre!

